

Les agences de notation diabolisées... parce qu'elles dérangent?

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 18 janvier 2012

LE PLUS. Depuis la dégradation de la note souveraine de la Grèce l'été dernier, et plus encore depuis celle de la France vendredi 13 janvier, les critiques contre les agences de notation affluent. C'est que, sans être infaillibles, elles disent à la classe politique une vérité qui dérange, estime Sylvie Goulard, eurodéputée et membre des Décrypteurs 2012.

On Par le passé, les agences de notation se sont souvent trompées... dans l'indifférence générale! Quand elles louaient, à tort, la gestion de gouvernements dispendieux, personne, à tort, ne s'en inquiétait.

Aussi les critiques actuelles ne manquent-elles pas de piquant. Les agences de notation restent faillibles. Souvent, elles agissent à contre-temps, en faisant de gros dégâts. Mais peut-être cherche-t-on aussi à les diaboliser parce qu'elles disent à la classe politique une vérité qui dérange : la politique européenne que la France mène avec l'Allemagne aggrave la crise.

Les décisions du tandem franco-allemand remises en cause

Standard and Poor's démolit en effet l'un des mythes les plus tenaces du moment qui consiste à faire croire que "tout a été fait", à chaque étape, pour "sauver" la Grèce puis "sauver l'euro". L'agence relève notamment que "l'accord trouvé le 9 décembre lors du Conseil européen ne constitue pas une réponse suffisante, tant par le champ de l'action que par son intensité, aux problèmes financiers de la zone euro".

Bien sûr, quand le Conseil européen est mis en cause, la France ne peut pas être tenue pour seule responsable. Mais depuis le début de la crise, le président de la République n'a cessé de revendiquer un rôle de leader, aux côtés de la Chancellerie allemande. C'est donc à eux, tout particulièrement, que le discours de Standard and Poor's s'adresse.

Les décisions du tandem franco-allemand n'ont objectivement pas permis de stabiliser la situation. Parfois elles ont été contre-productives. L'accord de Deauville d'octobre 2010, par exemple, a été doublement néfaste: il sanctifiait le refus de la France de se soumettre à la discipline budgétaire en échange d'une implication du secteur privé dans la remise des dettes des Etats en difficulté, voulue par l'Allemagne, mais contraire aux usages établis par le FMI et de nature à déstabiliser les marchés.

Ni les protestations du Parlement européen [1], ni les avertissements de la BCE n'ont suffi à convaincre les deux leaders qu'ils faisaient fausse route.

Autre exemple : dans la négociation de la réforme du pacte de stabilité et de croissance, lancée pour tirer les leçons de la crise ("6 pack"), la France cherchait encore - l'été dernier ! - à échapper à ses engagements budgétaires, et l'Allemagne à éviter un contrôle des déséquilibres macro-économiques entre Nord et Sud [2].

Les erreurs passées

Les deux responsables ont eux-mêmes admis leurs erreurs, en décembre 2011. Mais il était bien tard. Et ils n'ont pas pour autant conçu un plan d'ensemble qui comprenne à la fois :

- l'assainissement des banques européennes
- l'augmentation des ressources du fonds de sauvetage et des mesures pour réduire les écarts de taux
- la surveillance de tous les déséquilibres macro-économiques, qu'ils émanent d'Etats en déficits ou en surplus
- le lancement, au niveau européen, de politiques favorables à une croissance durable.

Depuis des mois, c'est ce que demande le Parlement européen où siègent les représentants des citoyens. L'enjeu mérite un débat public, européen.

L'agence Standard and Poor's souligne avec justesse que l'accord de décembre 2011 n'apporte pas les ressources supplémentaires ou la souplesse opérationnelle "requis pour les opérations de secours". Et qu'il repose sur "une analyse partielle des causes de la crise, celle-ci n'étant pas seulement due aux excès budgétaires des pays de la périphérie" et que "les déséquilibres accrus entre centre et périphérie, ainsi que les divergences de compétitivité" expliquent aussi l'aggravation de la situation, "des politiques d'austérité seules ne [faisant] qu'aggraver la situation".

Dans ces conditions, deux questions se posent :

1. Pourquoi l'Allemagne qui a largement inspiré ces politiques, aux côtés de la France, n'est-elle pas elle-même dégradée ? Parce qu'elle va mieux que la France et qu'en cas d'aggravation des périls, notre pays ne jouerait pas - hélas - dans la même catégorie. Amer constat.

2. Faut-il vraiment le jugement d'une agence de notation, organisme privé américain, pour ouvrir nos yeux alors que notre destin est en jeu ? No comment.

[1] Voir entre autres, la résolution du 13 octobre 2011 sur la préparation du Conseil européen du 23 octobre 2011

[2] Voir "Le Monde" du 11 août 2011 "La zone euro ne peut se réduire à une coopération intergouvernementale"